TR 126

Captagon : nouveau fléau pour le Moyen-Orient

Le 29 juin 2022, le ministère de l'Intérieur syrien s'enorgueillissait d'avoir réalisé une saisie record de 2,3 tonnes de pilules de captagon dans l'ouest du pays. Des enquêtes ont toutefois mis en évidence la collusion entre le régime de Bachar al-Assad (depuis 2000) et les principaux tenants des filières de production et d'exportation de cette drogue, qui provoque des tensions entre États du Moyen-Orient, notamment avec les monarchies du Golfe.

Apparu dans la décennie 1960, le captagon est à l'origine un médicament contenant de l'amphétamine. Estampillés d'un logo composé de deux demi-lunes, les cachets circulant sous ce nom n'ont plus grand-chose à voir avec ceux prescrits jusque dans les années 1980 dans certains traitements contre l'asthme et l'hyperactivité. Il s'agit désormais d'un concentré d'amphétamines au fort pouvoir stimulant. Le captagon augmente la vigilance et la performance intellectuelle, tout en aidant l'organisme à lutter contre la fatigue. Désinhibant, il accroît aussi le sentiment de puissance et de plaisir. Comme tous les psychotropes libérant une grande quantité de dopamine, les effets du manque peuvent entraîner insomnie, accès de violence ou risques de convulsions et arrêt cardiaque.

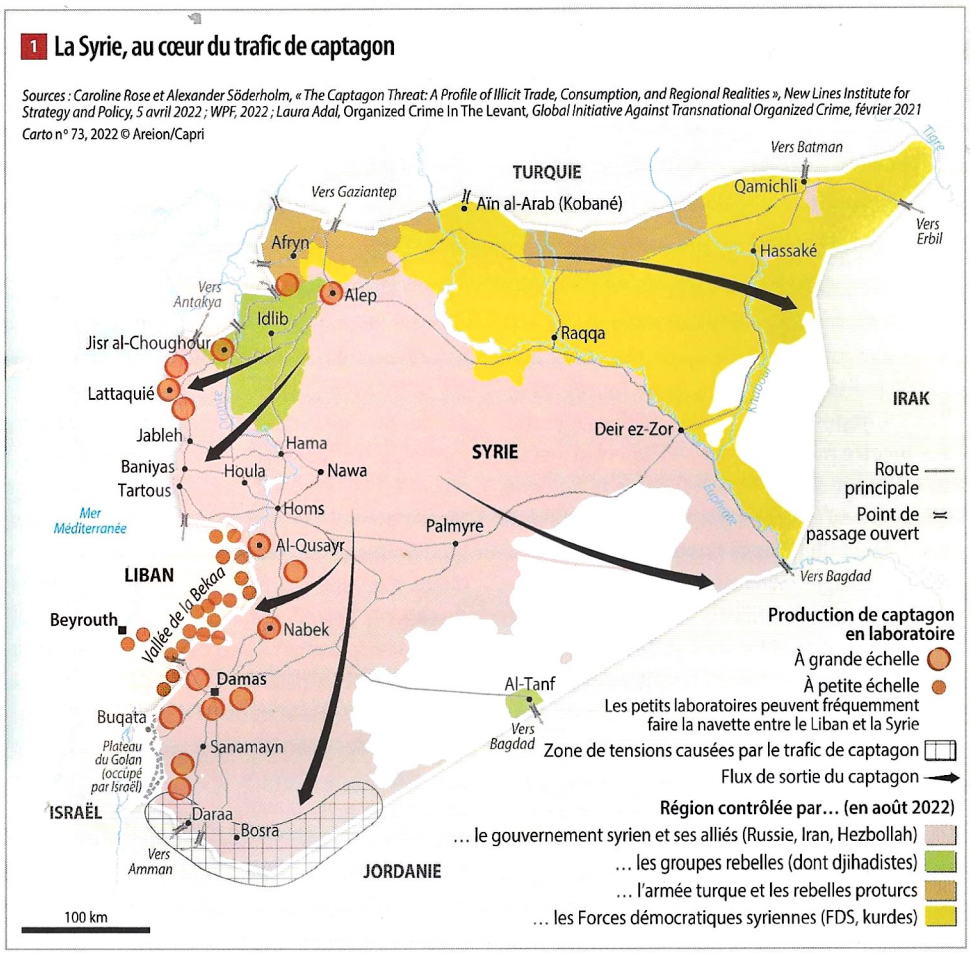
UN MARCHÉ ILLICITE, UNE CONSOMMATION EN HAUSSE

Sa consommation a fortement augmenté au Moyen-Orient, en particulier en Arabie saoudite, considérée comme le principal marché du captagon. Entre 2020 et 2021, les montants estimés de son commerce sont passés de 3,4 milliards à 5,7 milliards de dollars, soit une hausse de plus de 2 milliards en un an (1). Si les effets du captagon se rapprochent de ceux ressentis lors de la prise de cocaïne, son prix – quelques euros seulement – le rend plus accessible, ce qui explique sa popularité au sein de la jeunesse et des personnes en souffrance psychique. Accroissement des inégalités socio-économiques, insécurité, manque de divertissements et absence d'implication des populations moyen-orientales dans les processus décisionnels étatiques expliquent en partie la progression fulgurante de la consommation de cette drogue dans la région.

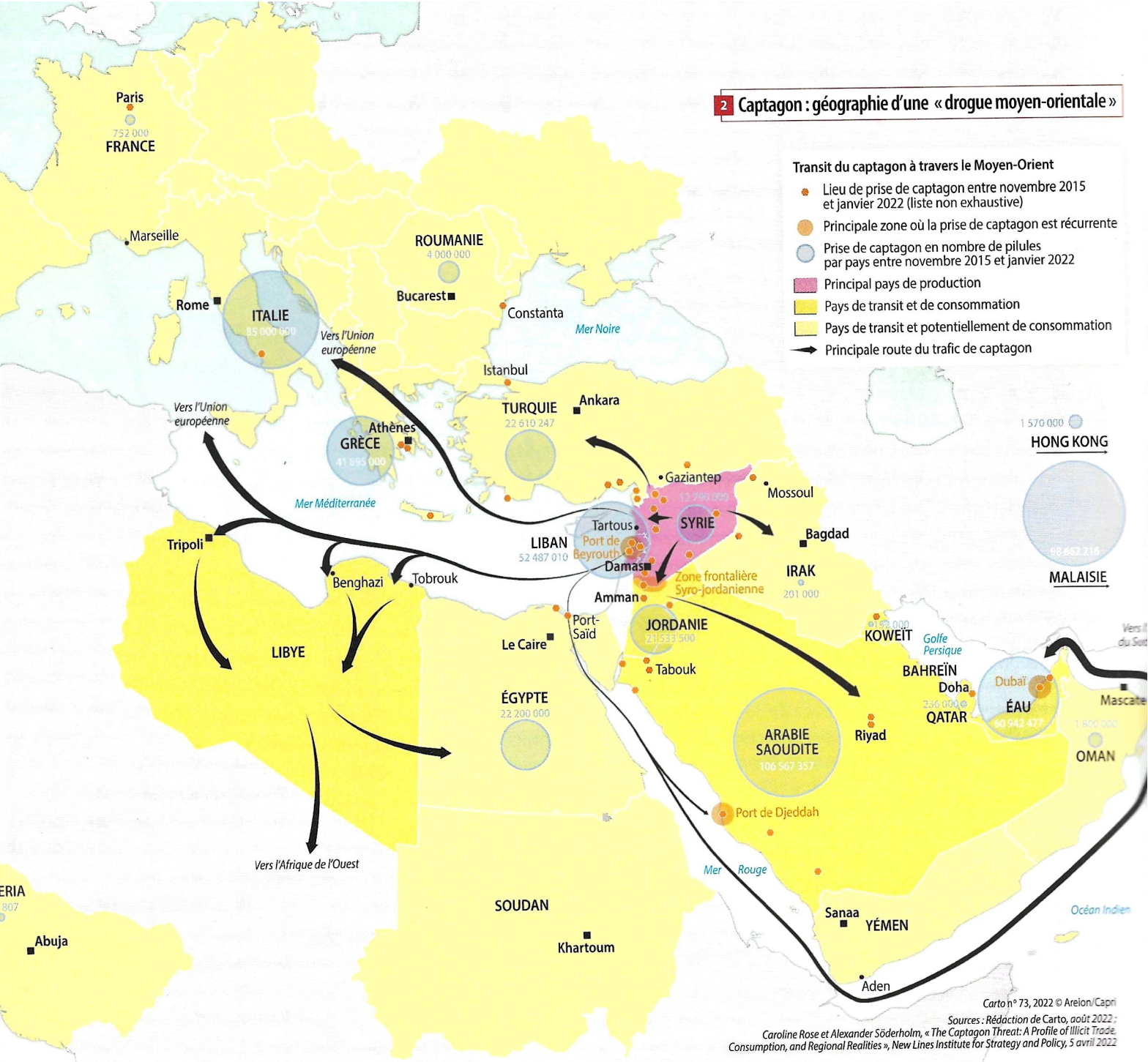
À la suite de l'interdiction du médicament dans les années 1980, des entreprises pharmaceutiques des Balkans ont maintenu une production illicite afin d'alimenter le marché local et celui (alors émergent) du Moyen-Orient. Mais, à partir du milieu de la décennie 1990, une série de mesures antidrogue prises en Europe de l'Est a contraint ces laboratoires à délocaliser leurs activités à proximité des marchés de consommation. C'est dans ce contexte que plusieurs sites clandestins sont créés durant les années 2000 le long de la frontière syro-libanaise. Ces filières bénéficient de l'expertise technique acquise dans le cadre de partenariats de coopération semi-étatiques entre des compagnies pharmaceutiques syriennes et bulgares. Elles s'appuient aussi sur les connexions existantes entre organisations criminelles.

1 La Syrie, au cœur du trafic de captagon

Sources : Caroline Rose et Alexander Söderholm, « The Captagon Threat: A Profile of Illicit Trade, Consumption, and Regional Realities », New Lines Institute for Strategy and Policy, 5 avril 2022 ; WPF, 2022 ; Laura Adal, Organized Crime In The Levant, *Global Initiative Against Transnational Organized Crime, février 2021*
Carto n° 73, 2022 © Areion/Capri



2 Captagon : géographie d'une « drogue moyen-orientale »



Carto n° 73, 2022 © Areion/Capri
Sources : Rédaction de Carto, *août 2022 ; Caroline Rose et Alexander Söderholm, « The Captagon Threat: A Profile of Illicit Trade, Consumption, and Regional Realities », New Lines Institute for Strategy and Policy, 5 avril 2022*

La corruption qui gangrène les systèmes politiques et sécuritaires syriens et libanais facilite pour sa part le développement de routes clandestines d'exportation du captagon vers les autres pays de la région. Plusieurs enquêtes ont permis de mettre en évidence l'implication de membres de l'exécutif syrien dans le fonctionnement de ce trafic, en particulier depuis le début de la guerre en 2011. Dans un contexte de sanctions internationales, ce commerce relève pour le régime d'une stratégie de survie politique et économique.

La majorité des lieux de production de captagon se concentre dans les zones tenues par les forces loyales à Bachar al-Assad, ainsi qu'au sein du territoire transfrontalier syro-libanais. De là, les pilules partent vers l'étranger par voie maritime depuis les ports de Syrie et du Liban, ou par route terrestre, principalement en passant par la Jordanie. Le passage de la frontière s'effectue le plus souvent par l'entremise de tribus bédouines, qui font entrer la marchandise clandestinement en la cachant dans des fruits, des carcasses animales, etc.

TENSIONS DIPLOMATIQUES

Entre janvier et mai 2022, environ 20 millions de pilules de captagon ont été saisies à la frontière jordanienne. Le renforcement des contrôles a engendré des affrontements entre les forces de l'ordre et les contrebandiers, faisant des dizaines de morts dans les rangs de ces derniers. Cette situation entache le rapprochement des liens diplomatiques entre Damas et Amman, engagé depuis l'été 2021. Bien que le sujet soit évoqué à l'occasion de chaque rencontre sécuritaire organisée entre les deux pays, le trafic ne faiblit pas. Ce constat conduit la Jordanie à maintenir d'importantes restrictions au passage des marchandises, une mesure qui nuit en premier lieu à l'activité des exportateurs jordaniens.

Une situation analogue caractérise les relations entre les gouvernements libanais et saoudien. Au printemps 2021, après plusieurs saisies de cachets de captagon cachés dans des produits importés (fruits) par voie aérienne et maritime en provenance du Liban, Riyad a décidé de suspendre ses importations libanaises ; une décision qui pèse sur le commerce extérieur d'un pays en proie à une grave crise politique et économique. ●

D. LAGARDE

NOTE

(1) Caroline Rose et Alexander Söderholm, « The Captagon Threat: A Profile of Illicit Trade, Consumption, and Regional Realities », New Lines Institute for Strategy and Policy, 5 avril 2022.